

Gt Parentalité du 06 Avril 2018



Liminaire

Après quelques mois d'une présidence MACRON, force est de constater que les fonctionnaires sont plus que jamais les boucs émissaires de la République. Ils ont été maltraités lors de la précédente mandature, ils sont aujourd'hui laminés par celle qui s'est engagée.

Blocage du point d'indice, rétablissement du jour de carence, conditions de vie au travail de pus en plus dégradées, hausse de la CSG à peine compensée, précarisation des emplois, recours aux contractuels, menaces sur les retraités, menaces sur le statut etc... la liste est longue !



CAP 2022 s'est engagé avec des pseudo-négociations qui ne sont que de l'affichage. La réalité est toute autre, le dialogue social est inexistant. Les fédérations de la Fonction Publique l'ont d'ailleurs réaffirmé le 4 avril face au Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'action et des comptes publics.



Le mécontentement s'installe et le 22 mars a été un nouveau coup de semonce après celui du 10 octobre 2017. Les agents des MEF ont exprimé à cette occasion leur forte inquiétude quant à leur avenir professionnel et personnel et leur rejet des évolutions et des réformes qu'ils jugent néfastes pour leurs missions et leurs emplois. Le taux de grévistes de ces deux journées aux MEF corrobore les résultats du baromètre social : 2/3 des agents considèrent que leur direction n'évolue pas dans le bon sens. Ils estiment que leur administration ne répond pas à leurs attentes, à leurs revendications immédiates.

Ils souffrent d'un manque de reconnaissance de la part de leur direction et se sentent dénigrés, stigmatisés et tenus pour responsables des difficultés financières de l'État.



Agents nantis, responsables de la dette, plus riches que la moyenne des citoyens, bénéficiaires d'une action sociale qui serait un luxe, c'est un discours qu'ils ne peuvent plus entendre.

Non, vraiment l'action sociale n'est pas un luxe, c'est une nécessité.



Pour le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui, la parentalité, beaucoup reste à faire, le chemin à parcourir est encore long. 510 berceaux de crèche pour les MEF, c'est notamment insuffisant quand on connaît le parcours du combattant vécu par les parents pour trouver une solution de garde. Le taux de pénétration est de 4,2 %. C'est pourquoi **Solidaires Finances** revendique un nombre conséquent de places en crèche mais également la mise en place de réseaux d'assistantes maternelles.



Solidaires Finances ne peut accepter que beaucoup de femmes, de catégorie C pour la plupart, aient recours, contre leur volonté, au congé parental ou au temps partiel pour garder leur enfant. Elles en subissent les conséquences sur leur retraite et leur carrière, ce qui ne va pas dans le sens de l'égalité Hommes/Femmes. Il convient également de revaloriser les aides à la garde d'enfants, encore insuffisantes. Pour les parents d'enfants handicapés, tout reste à construire pour une véritable prise en charge financière et matérielle de manière à aider efficacement les parents.

Il faut sortir de cette spirale infernale où la présence d'un enfant handicapé conduit à 80 % de divorces, où les femmes cessent de travailler avec des conséquences irréversibles pour la carrière et la retraite. De même, s'agissant des agents aidants (pour leurs parents, conjoint, enfant), là encore tout est à construire pour leur venir en aide.

Plus que jamais dans ces domaines le mot SOLIDARITÉ doit prendre tout son sens.

La parentalité doit s'exercer sous diverses formes mais dans une harmonie permettant de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Elle doit être vécue comme un épanouissement et non comme une contrainte.

Cela passe par une volonté politique. Pour ce faire, il est nécessaire d'accroître les moyens financiers et humains. C'est le prix à payer pour une parentalité exemplaire aux MEFs.

6 avril 2018